

Les interprofessions alertent sur les fragilités post-Covid

© 11/06/2020 | 👤 Delphine Jeanne • 📰 Terre-net Média

Si l'approvisionnement alimentaire a été assuré au plus fort de la crise sanitaire, les présidents d'interprofessions du conseil spécialisé grandes cultures de FranceAgriMer ont alerté sur la fragilisation de leurs filières et l'importance d'un accompagnement, dans un contexte de crise économique, parallèlement à la volonté de renforcer la souveraineté alimentaire française.



Lors du conseil
spécialisé
grandes
cultures de
FranceAgriMer,
les
interprofessions
ont alerté sur
leurs fragilités à
l'issue de la
crise.
(©Pixabay)

En dépit de certaines craintes au début du confinement, l'agriculture et l'agroalimentaire ont assuré l'approvisionnement des Français et des pays importateurs. Cependant, cet ajustement ne s'est pas fait sans difficultés. « **Le secteur a absorbé à ce jour les coûts liés aux mesures à mettre en place** », a expliqué Jean-François Loiseau, président d'Intercéréales, lors du point presse du conseil spécialisé grandes cultures de FranceAgriMer, le 10 juin. Selon lui, la filière n'a pas répercuté les surcoûts liés à la situation, comme le transport (dont les perturbations ont entraîné un surcoût moyen de 30 à 35 %, estime-t-il), les heures supplémentaires, les mesures d'hygiène...

Lire > [Covid-19 : pas de rupture des appros, mais des tensions sur le transport des céréales](#)

La filière huiles et protéines végétales a, de son côté, rencontré **des difficultés pour stocker les huiles, faute de débouchés pour cause de chute des prix entraînée par la crise du pétrole**. Pour Antoine Herrion, président de Terre Univia, il y a une « nécessité absolue » de valoriser les huiles pour continuer de produire des tourteaux destinés à l'alimentation animale. Le Covid a également eu des répercussions sur le biodiesel : « les usines fabriquant des esters ont été mises à l'arrêt avec l'effondrement de la demande. Nous avons fait une demande au gouvernement pour une réduction de la taxe sur le diester de colza pour faire face à la situation, nous attendons une réponse rapide à l'occasion de l'examen de la loi de finances rectificative », explique ainsi Antoine Herrion.

Lire > [Huiles et protéines, des coproduits intrinsèquement liés sur les marchés](#)

Du côté de la filière betteravière, on regrette aussi que le plan de relance automobile n'ait pas pris en compte les répercussions de la crise sur l'éthanol, ce qui aurait pu constituer un petit coup de pouce pour un secteur qui, avant la pandémie, se trouvait déjà dans une situation délicate. « **En 2019, la filière a perdu un milliard d'euros, à cause de la surproduction mondiale et des distorsions de concurrence à tous les niveaux** », rappelle Jean-Philippe Garnot, président de l'AIBS (Association interprofessionnelle de la betterave et du sucre). Franck Sander, président de la CGB, rappelle de son côté qu'un délégué ministériel de sortie de crise doit être nommé pour aider la filière. « Je ne comprends pas qu'à ce stade, on ne soit pas en capacité de trouver cette personne qui pourrait naviguer entre les ministères, nous aider, nous soutenir et faire un beau projet », regrette-t-il.

Lire > [Les betteraviers attendent toujours leur délégué interministériel](#)

Des contraintes écologiques fortes

Sans compter **qu'avec le retrait des néonicotinoïdes, les producteurs se retrouvent désarmés face à une pression pucerons inédite cette année**. « On en est à trois passages d'insecticides, ce qui représente un surcoût de 100 euros », explique Jean-Philippe Garnot. Sans forcément obtenir de résultats probants : dans certaines régions, notamment au sud de l'Île-de-France, la jaunisse est déjà visible dans les parcelles. La perte de rendement pourrait avoisiner les 30 %, indique le président de l'AIBS.

Lire > [Néonicotinoïdes et betteraves : le désarroi des producteurs face à une pression pucerons inédite](#)

Pour Jean-François Loiseau, **il faut davantage réfléchir à « la performance économique » du secteur agricole**, car « le poids de la réglementation est très lourd en France ». Alors que le modèle français a des qualités : « nous avons un modèle qui va évoluer dans ses pratiques, avec beaucoup moins de chimie, un recours moindre aux énergies fossiles, du combinatoire », explique-t-il. Un modèle qui doit continuer « à servir ses clients consommateurs à l'international, car nous avons la chance d'avoir un terroir et des agriculteurs qui le permettent », ajoute-t-il, pour nuancer un concept de souveraineté alimentaire parfois trop extrême.

Lire aussi > [Agriculture et souveraineté alimentaire : distribution, environnement... De nouveaux défis pour demain](#)